Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, c'est précisément la question auquel a répondu la présidence.

M. Broadbent: Non, pas du tout.

M. Mulroney: Absolument. Dans sa réponse, le Président a déclaré que pour ce qui est de savoir si c'est acceptable, c'est une affaire de débat politique.

M. Broadbent: C'est bien cela.

M. Mulroney: Comme il s'agit de débat politique, vous pouvez avoir votre opinion et moi la mienne. Je ne suis pas d'accord avec vous.

M. Broadbent: Quelle réponse!

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LA GRÈVE DES FACTEURS

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement a toujours nié avoir été l'un des facteurs qui ont fait aboutir le conflit postal à une grève. Cependant, le directeur général des Relations de travail de Postes Canada, un certain Harold Dunstan, n'est pas de cet avis. Voici ce qu'il a déclaré ce matin:

L'agence est encore en quête de la souplesse nécessaire pour appliquer le vaste programme de restrictions décrété par le gouvernement conservateur.

Il a aussi déclaré qu'il en a assez du refus des syndicats d'accepter au moins certaines des concessions dont l'agence a besoin pour combler les déficits de la Société d'ici mars prochain comme le souhaite le gouvernement.

● (1450)

Le premier ministre reconnaîtra-t-il maintenant que son gouvernement a effectivement causé la grève? Libérera-t-il enfin la Société canadienne des Postes du carcan que lui a imposé le gouvernement et lui permettra-t-il de faire des offres raisonnables pour mettre fin à la grève et à la violence? Voilà ce que nous voulons savoir.

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, quand la Société a été créée en 1981, l'objectif visé et énoncé dans la loi était de parvenir à l'autonomie financière. Le gouvernement de l'époque avait fixé comme délai l'année 1982-1983. La date a ensuite été reportée à 1984-1985. Notre propre gouvernement a reporté de nouveau la date à 1985-1986 et encore une fois à 1987-1988. Le fait est que la date prévue dans le plan général de la Société a été reportée à plusieurs reprises. Ce qu'il faut cependant déterminer, c'est si le plan financier général de la Société fait obstacle aux négociations en cours ou si le problème découle plutôt de conflits comme on en voit souvent dans

les négociations collectives quand il y a une lutte pour le pouvoir entre le syndicat et l'employeur. A mon avis, les choses se déroulent normalement.

La Société a fait une offre à 10 heures ou midi aujourd'hui. Le syndicat a laissé entendre qu'il fera une contre-offre ce soir. Les choses se passent comme d'habitude dans le processus des négociations collectives. A mon avis, nous devrions laisser les choses suivre leur cours au lieu de nous mêler aux négociations en soulevant constamment de telles questions à la Chambre des communes.

[Français]

LA GRAVITÉ DE LA SITUATION—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, le ministre parle de situation normale, alors que la télévision nous a montré des scènes de violence invraisemblables où des gens ont déjà été blessés. On dirait que le gouvernement attend que quelqu'un perde la vie avant d'intervenir.

Est-ce que le gouvernement attend qu'un climat de lutte sociale s'installe au pays avant de poser le geste, le seul geste raisonnable qui s'impose, qui est d'enlever les menottes qu'il a imposées à la Société canadienne des postes, ce qu'elle admet elle-même, afin de lui permettre de faire des offres raisonnables pour mettre fin à un conflit qui devient dangereux, qui risque de dégénérer en pire violence, qui risque de paralyser totalement le réseau postal?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président, je suis d'accord avec le député. La violence n'a pas sa place dans ce conflit. J'ai déjà demandé à Postes Canada, qui en avait d'ailleurs déjà donné l'ordre à ses gestionnaires dans tout le pays, d'éviter des situations qui pourraient mener à des actes de violence. J'espère que, si ce n'est pas déjà fait, M. McGarry demandera aux membres de son syndicat d'éviter la violence et que les députés encourageront les intéressés à éviter la violence. Cela ne sert à rien.

Je répète que les négociations se poursuivent normalement. Une offre a été faite et, apparemment, il y aura bientôt une contre-offre. Le député n'aide pas les choses et ne sert pas très bien le Canada en laissant entendre qu'une seule partie est à blâmer et que le processus des négociations a été faussé.

M. Gauthier: C'est vous qui êtes à blâmer.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Ce sont les briseurs de grève du gouvernement.

M. Andre: Le député pense peut-être que cela constitue un avantage politique pour lui, mais . . .

M. le Président: A l'ordre.